

Analyse

Brésil : la bataille que se livrent Carrefour et Casino au Brésil prend un tour politique

Le Monde | 01.07.11 | 15h25 • Mis à jour le 01.07.11 | 15h25

- 3
- [Recommandez](#)
- [Imprimez](#)
- [Envoyez](#)

RIO DE JANEIRO, CORRESPONDANT - La bataille que se livrent Casino et Carrefour au Brésil est en train de prendre un tour politique. En cause, la participation de la Banque nationale de développement économique et social brésilienne (BNDES), organe sous tutelle du ministère du développement, de l'industrie et du commerce extérieur, qui a annoncé sa volonté d'investir plus de 1,7 milliard d'euros pour soutenir le projet de fusion entre le Groupe de distribution Pao de Açucar (GPA) et Carrefour.

La fusion priverait Casino de la possibilité d'accéder comme prévu au contrôle, en 2012, de la Companhia Brasileira de Distribuicao (CBD), propriétaire de Pao de Açucar. Dans le même temps, par un jeu d'alliances, les capitaux brésiliens contrôleraient 11,7 % de Carrefour. *"Cet investissement pourrait améliorer la compétitivité d'une entreprise brésilienne à l'étranger et diminuerait le risque de voir passer sous pavillon étranger une partie de l'économie brésilienne"*, estime Marcelo Neri, économiste de la Fondation Gétulio Vargas.

Mais tous les quotidiens brésiliens se sont, de leur côté, interrogés sur la raison sociale de la BNDES. *L'Estado de Sao Paulo* considère par exemple que *"la BNDES est prête à s'engager dans une aventure périlleuse et clairement étrangère, pour ne pas dire contraire, aux intérêts publics"*. Dans ses colonnes, *O Globo* évoque un projet *"catastrophique pour le consommateur, pour le contribuable et pour l'économie du pays"*.

Le jeu dangereux de l'Etat brésilien dans une négociation privée conduit Marcelo Neri à cette remarque : *"C'est comme si la BNDES offrait l'Etat en cadeau aux riches. S'il n'y a pas de raison claire pour l'intérêt du pays, cette opération ne se justifie pas."*

Afin d'éviter toute controverse sur la nature des fonds engagés dans cette opération, Gleisi Hoffmann, nouvelle ministre en chef de la Maison civile, une sorte de premier ministre, a refusé de considérer comme de l'argent public la somme astronomique que s'approprierait à engager la BNDES. *"Cette démarche n'impliquera ni les ressources du Trésor ni celles du Fond de garantie du temps de service, le gouvernement n'a rien à voir là-dedans"*, a-t-elle déclaré à la sortie d'une réunion à Brasilia avec Abilio Diniz, fondateur et coactionnaire de CBD avec Casino.

Deux anciens ministres

La présence du plus célèbre membre de la famille Diniz au palais présidentiel a été qualifiée de *"pure coïncidence"* par Gleisi Hoffmann. Le gouvernement joue l'apaisement en réclamant que la discorde entre Diniz et Casino se règle à l'amiable, alors que l'affaire a déjà été portée devant une cour d'arbitrage internationale.

Le fait que Casino et Abilio Diniz engagent respectivement José Carlos Dias et Marcio Thomaz Bastos, deux anciens ministres de la justice brésiliens, pour défendre leurs intérêts montre que la bataille juridique ne fait que commencer.

La complexité de l'opération fait prendre également à Carrefour quelques précautions. Le groupe de distribution a convoqué un second conseil d'administration, après celui qui s'est tenu jeudi, pour étudier la sécurisation juridique et la faisabilité opérationnelle du rapprochement.

Un autre front, sur le plan de l'information financière cette fois, semble s'ouvrir. Lors de l'assemblée générale de Carrefour, le 21 juin, le PDG du groupe, Lars Olofsson avait balayé d'un revers de la main les questions relatives au Brésil en déclarant qu'il ne commentait pas les rumeurs. L'association de défense des actionnaires Deminor vient d'adresser un courrier à l'Autorité des marchés financiers (AMF), dans lequel elle prévient que *"si des protocoles étaient déjà signés lors de l'assemblée générale, Carrefour aurait donné une fausse information au marché"* et demande que l'AMF fasse la lumière sur le calendrier de l'opération. - (Intérim.)

avec Stéphane Lauer Article paru dans l'édition du 02.07.11